

ocde
études sur la gestion
urbaine

4

**L'ÉVALUATION
DES BESOINS
DE DÉPENSES
DES COLLECTIVITÉS
LOCALES :**

**LE SÉMINAIRE
DE COPENHAGUE**

BIBLIOTHEQUE DU CERIST



PARIS 1981



ocde
études sur la gestion
urbaine

4

**L'ÉVALUATION
DES BESOINS
DE DÉPENSES
DES COLLECTIVITÉS
LOCALES :**

**LE SÉMINAIRE
DE COPENHAGUE**

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Also available in English under the title:
MEASURING LOCAL GOVERNMENT
EXPENDITURE NEEDS:
THE COPENHAGEN WORKSHOP



© OCDE, 1981

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :
M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIERES

PREFACE	5
INTRODUCTION PAR LES EDITEURS	7
DISCOURS D'OUVERTURE par M. Egon Weidekamp, Maire de la ville de Copenhague	15
I. L'ANALYSE DE REGRESSION	
Estimation des besoins de dépenses : Utilisation de l'analyse de régression en Angleterre et au Pays de Galles, par Richard Jackman	21
La péréquation en fonction des besoins sociaux dans l'octroi de subventions générales aux administrations locales : l'exemple danois, par Jørgen R. Lotz	43
Commentaires par David L. Puryear	64
Les difficultés du financement des collectivités locales par des subventions générales : le cas de l'Italie, par Giorgio Brosio	67
Commentaires par Ole Asmussen	90
Dépenses, besoins sociaux et taille de la municipalité, par Tore Hansen et Rune Gerhardsen	93
Commentaires par Joaquim Clusa	114
Analyse de régression et principes de péréquation par Poul-Erik Mouritzen et Carl-Johan Skovsgaard	117
Commentaires par Robert D. Reischauer	142
II. ALTERNATIVES	
Quelques considérations sur les transferts de ressources entre administrations, par Elliott R. Morss	147
La mesure du niveau de dénuement des collectivités des Etats-Unis, par Paul R. Dommel et Richard P. Nathan	163
Commentaires par Max Neutze	190

L'application de la méthode des dépenses normalisées pour évaluer les "besoins" des collectivités locales, par Barry Moore et John Rhodes	193
Commentaires par Francine Rabinovitz	254
Les besoins de dépenses des collectivités locales en fonction de politiques alternatives, par Horst Zimmerman	259
Commentaires par Diane Dawson	273
 III. ETUDES DE CAS	
Principes d'un système de répartition de subventions, par John W. Smith	281
Commentaires par G. J. S. Uhl	315
Relations financières entre l'administration centrale et les administrations locales aux Pays-Bas, par John Hoff, avec un Appendice par H. J. Bierens et G. J. S. Uhl	319
Commentaires par Barry Moore	340
Commentaires par Roy Bahl	345
Les subventions de l'Etat aux collectivités locales en France, par Rémy Prud'homme	347
L'évaluation des besoins de dépenses des administra- tions locales dans le cadre du système de subventions de l'Etat de Rhénanie-Westphalie, par Gerhard Seiler	351
Commentaires par Palle Mikkelsen	358
 IV. CONCLUSIONS	
par Robert D. Reischauer	365
par Peter M. Jackson	369
par Diane Dawson	377
 LISTE DE REFERENCES	382
 INDEX ANALYTIQUE	389
 INDEX DES AUTEURS	392

PREFACE

Le sujet même du présent ouvrage montre combien les problèmes qui se posent aux spécialistes de la gestion urbaine sont complexes et liés entre eux. Lorsque l'on cherche à évaluer les besoins de dépenses des collectivités locales, il faut analyser les demandes auxquelles ces dernières doivent répondre ainsi que les moyens qu'elles utilisent pour y parvenir. Ce faisant, on arrive non seulement à mieux saisir la complexité des problèmes de l'administration urbaine, mais en outre, à bien voir la relation entre les problèmes de gestion, l'affectation des ressources et les questions financières.

Cette interconnexion entre problèmes de financement et de gestion est à l'origine de la participation de l'Activité Commune sur la gestion urbaine du Programme d'Action et de Coopération de l'OCDE à la réunion qui a donné lieu au présent ouvrage. Au début de l'année 1978, lors d'un colloque sur le financement public dans les zones métropolitaines, une grande partie des débats avait porté sur les problèmes de gestion des ressources et, à partir de là, sur l'adéquation des ressources puis sur leur affectation et, évidemment, sur les méthodes utilisées pour fixer les subventions. Ce dernier problème intéresse toutes les administrations et il revêt la même importance pour les administrations centrales, régionales ou locales, car elles ont toutes un rôle à jouer dans la gestion urbaine.

Dans les pays industrialisés, les zones métropolitaines font état de problèmes communs, un des plus graves étant la disproportion entre l'importance des maux qui les affectent dans les domaines social, économique, de santé et d'environnement et l'insuffisance des ressources nationales qui leur sont affectées pour résoudre ces problèmes. Dans la plupart des cas, les méthodes de transferts budgétaires et d'affectation des ressources entre administrations ne tiennent pas suffisamment compte de la nature socio-économique particulière des grandes villes, qui s'explique par leurs caractéristiques propres et l'importance même de leur population.

Dans de nombreux pays de l'OCDE, les spécialistes des finances publiques se sont efforcés de mettre à point des méthodes plus équitables de répartition de ressources aux grandes villes. On utilise actuellement toute une gamme de techniques, qui vont de celles purement politiques à celles directement statistiques. Chaque pays se sert

des méthodes qui lui semblent les plus appropriées à son contexte politique. En outre, on s'est sérieusement préoccupé d'élaborer et d'appliquer des méthodes qui tiennent mieux compte des caractéristiques particulières des grandes villes et des besoins réels qui en résultent.

Il n'existe pas de méthode ou de formule unique applicable à tous les pays ; mais il est certain que l'examen et l'analyse des différentes méthodes et approches utilisées ou mises au point peuvent être utiles à tous les pays. Une telle coopération devrait encourager les activités de recherche et de développement sur ces questions et faciliter l'évaluation et la modification des méthodes existantes. Les processus d'affectation de ressources en seraient améliorés et les spécialistes de la gestion urbaine seraient mieux à même de faire face aux besoins des zones métropolitaines. On peut espérer que le Séminaire de Copenhague, le présent ouvrage et le travail de l'Activité Commune sur la gestion urbaine constitueront autant de contributions positives à cette fin.

INTRODUCTION PAR LES EDITEURS

Antécédents

Le présent ouvrage reprend les communications et les contributions d'un certain nombre d'experts invités par la ville de Copenhague et l'OCDE à participer, en décembre 1978, à un séminaire sur l'évaluation des besoins de dépenses des collectivités locales.

Deux faits ont lancé ce séminaire.

Le premier a été, en 1974, l'introduction en Angleterre et au Pays de Galles, d'un nouveau système d'évaluation des besoins de dépenses des collectivités locales, fondé sur une analyse de régression transversale des dépenses locales antérieures. L'introduction de ce système n'a pas suscité beaucoup de commentaires à l'étranger, mais sa validité a donné lieu au Royaume-Uni à des débats publics animés.

Le second fait a été la publication, en 1977, d'un rapport du Maire de Copenhague, dans lequel ce dernier critiquait les méthodes utilisées au Danemark pour évaluer les besoins de dépenses. A partir d'une analyse de régression, il a été montré que l'on pouvait utiliser certains indicateurs sociaux pour expliquer les variations des dépenses consacrées par les administrations locales à tous les services importants. On y démontrait qu'en déterminant les subventions non plus selon les critères en vigueur, fondés sur la population, mais en tenant compte d'indicateurs sociaux affectés de coefficients de pondération établis par des analyses de régression, il était possible de réduire de 25 à 22 % le taux des impôts municipaux sur le revenu dans la ville de Copenhague. Cette méthode pourrait aussi signifier un gain pour d'autres villes du Danemark. Ce rapport a été examiné par un comité gouvernemental qui a confirmé, en les affinant, ses conclusions. En 1979, de nouveaux textes législatifs ont introduit un critère social dans l'évaluation des besoins de dépenses, ce qui s'est traduit, en 1980, pour la ville de Copenhague, par une amélioration correspondant à environ 2% des impôts sur le revenu.

Sous les auspices du Programme d'Action et de Coopération de l'OCDE, des experts de Copenhague et de Grande-Bretagne se sont réunis pour échanger leurs vues. Leurs réunions ont prouvé que dans

les deux pays les spécialistes se préoccupaient des mêmes problèmes. On a estimé que le moment était venu d'échanger des données sur les méthodes pratiquées dans différents pays et d'évaluer ces dernières. La Mairie de Copenhague a assuré le financement et s'est chargée de l'administration de ce séminaire international et l'OCDE s'est occupée de prendre les contacts correspondants. Les documents destinés au séminaire ont été préparés pendant l'été et l'automne 1978.

Quelques hypothèses de base

Au début du séminaire, Neutze a craint qu'il ne soit impossible de dépasser le particularisme qui semble affecter si souvent les réunions internationales sur les activités des administrations locales. A la fin du séminaire, Jackson a pu toutefois conclure que les débats n'avaient pas été entachés de particularisme mais qu'ils avaient porté sur des problèmes caractéristiques et délicats qui se posaient à tous les pays participants.

Les arguments ont été présentés dans un contexte bien défini d'objectifs et de postulats. C'est ainsi que nous sommes partis de l'hypothèse que les administrations locales étaient dotées de certains pouvoirs pour fixer leurs priorités en matière de dépenses et choisir les méthodes d'application des programmes. Nous avons supposé que ces administrations locales différaient dans leurs besoins de dépenses pour des services assurés localement et dans leur capacité de prélever des recettes locales pour les financer. Nous avons supposé, en outre, que les administrations centrales visaient à opérer une péréquation en faveur des administrations locales ayant des besoins de dépenses importants et/ou des ressources localement imposables limitées. Nous avons admis que le mécanisme principal de compensation était souvent un système de subventions globales, destinées à répondre aux besoins d'égalisation, à compléter la capacité contributive locale et à aider les collectivités ayant des besoins de dépenses considérables.

Nous avons supposé que l'importance des besoins de dépenses peut résulter de la composition socio-économique de la population et/ou des coûts élevés de fourniture d'un service local donné. Nous avons enfin estimé que notre première tâche était d'examiner les méthodes utilisées pour faire correspondre les subventions de péréquation aux différences dans les besoins. Nous avons pensé en effet que les mécanismes de péréquation de la capacité contributive étaient mieux compris et présentaient moins de problèmes conceptuels.

Cela dit, les hypothèses retenues par le séminaire semblaient parfaitement claires. Il n'en reste pas moins que lorsqu'on réunit deux ou trois théoriciens, on rassemble aussi leurs désaccords !

Morss a soulevé un problème fondamental en demandant si la décentralisation administrative était, à tout prendre, un objectif souhaitable. A son avis, les administrations locales n'ont pas les compétences suffisantes pour assurer certains services importants et les administrations centrales ne devraient pas le moins du monde se préoccuper de péréquations en leur faveur pour contrebalancer les différences dans les besoins de dépenses. Fort heureusement pour les organisateurs, ce point de vue n'a pas incité les autres participants à abandonner le séminaire pour profiter des attraits culturels offerts par Copenhague ! Pour la plupart d'entre eux, les avantages de la décentralisation administrative étaient, pour des raisons économiques et politiques, suffisamment évidents et cette hypothèse de base a pu être retenue.

On pourrait aussi formuler la critique fondamentale suivante : en opérant une péréquation en fonction des besoins (et des ressources) on risque d'entraver le fonctionnement efficace des marchés. Les subventions de péréquation peuvent, par exemple, inciter les personnes et les entreprises à rester dans des régions présentant des possibilités limitées de développement. Dans son étude (qui porte essentiellement sur la péréquation des ressources), Smith traite de cette question et il montre que la péréquation peut se traduire par des pertes sur le plan de l'efficacité ; il souligne que, par ailleurs, l'absence de péréquation peut donner lieu à un processus peu souhaitable de détérioration des services, de déclin économique cumulatif et de renchérissement des coûts pour les activités économiques qui restent dans ces régions. Dans sa communication, Zimmermann prend une position apparemment opposée, estimant qu'il faut considérer la péréquation comme une aide au processus d'adaptation régionale. A son avis, les régions attardées méritent davantage d'aide que "les régions fortement urbanisées". Il tient qu'il faut inclure dans les besoins de dépenses les besoins de développement, encore que l'importance accordée à ce critère ne saurait être évaluée de la même façon que celle des critères normalement retenus comme déterminants de besoins. Ce point de vue élargit le concept de besoins, qui doit être alors évalué à partir d'une étude sur le comportement présent des collectivités locales, de façon à y inclure des objectifs beaucoup plus vastes de l'administration centrale.

Comme il a été signalé par Reischauer dans sa conclusion, aucun consensus ne s'est dégagé sur cette question, mais les participants ont eu le sentiment que pour atteindre les objectifs d'une politique régionale il existait des mécanismes plus appropriés que l'octroi de subventions destinées à la fourniture de services locaux. D'un autre côté, cependant, il y a lieu d'étudier l'incidence de la politique gouvernementale sur une région déterminée du territoire national et Jackson, dans sa conclusion, adhère pleinement à ce point de vue.

Le concept de besoins

Etant donné que la péréquation en fonction des besoins et des ressources a pour objectif de permettre aux administrations locales d'assurer un service (ou une série de services) déterminé en imposant une charge fiscale approximativement équivalente aux consommateurs locaux, la question qui se pose est de savoir quels sont les besoins ou, d'une façon plus générale, pourquoi il importe de comprendre ce que les administrations locales ont besoin de dépenser.

Ici se posent un certain nombre de questions capitales. La plus importante est de savoir où et pourquoi la décision est prise. Nous pouvons en effet considérer de façon totalement différente le comportement des administrations locales en matière de dépenses et de prélèvement d'impôts si nous partons d'hypothèses différentes quant aux objectifs des subventions nationales (Dawson). L'objectif principal est-il de permettre à l'administration centrale d'appliquer ses priorités en matière de dépenses à travers les administrations hiérarchiquement inférieures ? Inversement, l'administration centrale s'en remet-elle aux administrations locales et à leur comportement en matière de dépenses, pour satisfaire les besoins locaux, et ces dernières doivent-elles donc être aidées financièrement dans leur processus de satisfaction de ces besoins ?

La façon dont on répond à cette première question conditionne la réponse que l'on apportera à la question suivante : les dépenses antérieurement affectées par une administration locale à certains services permettent-elles de cerner de manière satisfaisante le processus en question ou bien ne sont-elles que le résultat imparfait de processus politiques imparfaits, qui aboutissent à priver de services les citoyens qui en ont le plus besoin ? Devons nous par conséquent évaluer ces besoins en utilisant des procédés autres que ceux découlant des dépenses effectives décidées antérieurement par les administrations locales ? Cette question en appelle une autre : comment prendre en compte les besoins naissants qui devront être satisfaits à l'avenir, mais qui ne retiennent pas l'attention des responsables qui décident des dépenses locales.

Toutes ces questions sont au cœur du sujet de notre séminaire. La question essentielle était de savoir s'il était possible de déterminer des besoins locaux à partir de données statistiques sur les dépenses antérieures des administrations locales. Dans un premier temps, les études de détermination (qui ont connu un grand essor aux Etats-Unis dans les années 60) ont cherché à expliquer les structures des dépenses locales par des analyses de régression étayées par les données statistiques disponibles : il semble que ces études aient donné de "bons" résultats.

Dans les années 70, plusieurs gouvernements d'Europe occidentale ont eu recours à cette méthode pour identifier et pondérer les facteurs qui semblent influencer sur les besoins de dépenses des administrations locales ainsi que pour utiliser ces renseignements en vue d'opérer une péréquation en fonction des besoins (communications de Jackman, Lotz, Brosio).

Cette méthode est-elle toutefois valable ? Pour certains participants au séminaire de Copenhague, il ne faisait aucun doute que l'application directe des équations de régression présentait des déficiences graves. Nathan et Dommel expliquent que de nombreux chercheurs aux Etats-Unis étudient comment les administrations locales réagissent face aux régimes de subventions nationales. Ils estiment que l'on ne peut pas utiliser directement, à des fins de péréquation, des mesures statistiques pour les besoins (ou les cas de détresse) et que le choix et la pondération des critères pour déterminer les besoins est "un processus politique, qui tend à retenir certains objectifs spécifiques des programmes et à établir des coalitions politiques". Ils soulignent en outre la distinction fondamentale entre le rôle limité de l'analyste et le rôle prépondérant des politiciens qui sont obligés de sélectionner en dernier ressort les critères d'évaluation des besoins.

Ces vues nous amènent à un autre problème souvent mentionné. L'utilisation d'équations de régression pour "expliquer" les variations dans les dépenses peut devenir un exercice exigeant une telle technicité qu'il aboutira à exclusion du processus d'affectation des subventions les politiciens, peu au fait de ces techniques. En conséquence, les politiciens opteront peut-être pour "une justice approximative" dans les mesures de péréquation, plutôt que pour des méthodes techniques qu'ils ne comprennent pas ou qu'ils ne savent pas utiliser.

D'autres participants ont fait valoir que des études de détermination peu élaborées ne sauraient permettre d'identifier les besoins si elles n'étaient pas étayées par une théorie explicite, qui ferait ressortir comment les dépenses sont le résultat complexe de différences qui, du côté de la demande, ont trait aux goûts (ou préférences), aux revenus et aux charges fiscales, et qui, du côté de l'offre, portent sur les coûts de fourniture des services (y compris les économies d'échelle) et sur l'efficacité des prestations.

Dans leur communication, Mouritzen et Skovsgaard ont essayé d'évaluer le rôle d'un grand nombre d'éléments susceptibles de déterminer les dépenses. S'agissant notamment de la capacité fiscale, ils soulignent qu'il importe d'inclure explicitement les subventions dans les équations. On peut se demander plus simplement si les subventions ont été importantes dans le passé et si elles ont favorisé, par exemple, les petites municipalités. S'il en est ainsi, toute étude sur les dépenses amènera à conclure que les besoins sont plus grands si on les évalue à partir des dépenses effectives des petites municipalités. Mais ces

dépenses ne correspondent pas nécessairement à des besoins ; il peut y avoir simplement effet de rétroaction qui fait que des subventions importantes entraînent des dépenses élevées, qui à leur tour donnent lieu à des subventions encore plus importantes, dans un processus sans fin.

Certes ce phénomène risquera surtout de se produire là où les subventions représentent une part importante des revenus locaux. Si elles n'en représentent que 25 % - comme au Danemark - ou moins, le mécanisme de rétroaction peut tendre à un certain équilibre, à moins qu'un certain nombre d'administrations, accordant une grande importance à ce même critère de besoins, conviennent de dépenser beaucoup, dans l'espoir de modifier la répartition des subventions. C'est un phénomène qui nous semble peu probable.

Il est encore plus difficile d'établir un modèle sur la question des préférences politiques. Mouritzen et Skovsgaard soulignent l'influence possible des objectifs des partis politiques. Il faut entendre leurs arguments comme suit : certains partis politiques visent-ils certains niveaux et certains types de dépenses quels que soient les besoins "objectifs" de leurs électeurs ? Pouvons nous soutenir qu'à l'échelon local les partis socialistes dépensent toujours au-delà des besoins et les partis conservateurs moins qu'il n'est nécessaire, compte tenu de la structure socio-économique de la population locale ? Les participants ne sont parvenus à aucune conclusion sur ce point particulièrement délicat.

Dans leur communication, Moore et Rhodes étudient la méthode "normalisée" qui vise à distinguer entre les dépenses qui sont inévitables (involontaires), puisqu'elles découlent de préférences et de pressions de l'administration centrale, et celles qui sont volontaires (ou préférées). Ils retiennent, pour certains services, les dépenses moyennes par habitant comme indicateurs de normes de la première catégorie et mettent fortement l'accent sur les écarts par rapport à ces normes. Toutefois, le problème essentiel est que les moyennes elles-mêmes résultent des effets de l'offre et de la demande et ne peuvent pas être utilisées pour faire la distinction entre dépenses involontaires et volontaires.

Moore et Rhodes, Gerhardsen et Hansen, et Bierens et Uhl examinent également les effets secondaires de l'offre sur les dépenses. Comment les dépenses affectées à certains services particuliers varient-elles selon la taille de la collectivité ? Comment prendre en compte les incidences que peuvent avoir sur les coûts les différences, à l'échelon local, des salaires et des conditions d'emploi ? Comme bien d'autres avant eux, ils n'ont pu utiliser que des informations fragmentaires et il est nettement apparu à tous les participants qu'il fallait entreprendre des recherches pour combler les lacunes existant dans ce domaine.

Les analyses de régression

Que faut-il donc penser des analyses de régression comme moyen d'évaluer les besoins ? Disons simplement que c'est une question de préférences. Pour certains, la formulation d'indices simples de besoins, adaptés et réadaptés par les politiciens au cours de leurs négociations, constitue la méthode la plus appropriée politiquement et par conséquent la plus durable, qui permette d'établir une base de péreéquation. Pour d'autres, il n'est pas de solution satisfaisante tant que n'auront pas été terminées les recherches sur les déterminants de l'offre et de la demande. A ce moment seulement on pourra avoir la certitude d'étudier des besoins et non des préférences, de ne pas avoir omis certains aspects de besoins véritables, d'avoir effectivement isolé l'incidence de subventions centrales antérieures sur des dépenses précédentes et d'avoir bien compris quels sont les coûts marginaux de la fourniture des services. C'est entre ces deux méthodes que se situe l'analyse de régression, selon laquelle les variations des dépenses antérieures par zone sont la variable dépendante qu'il faut expliquer en choisissant soigneusement des variables dont on pense qu'elles influent sur les besoins de dépenses.

Ceux pour qui l'analyse de régression est préférable à d'imprévisibles négociations politiques peuvent également faire valoir qu'elle est plus immédiatement utilisable que les résultats à venir de la recherche fondamentale. Pour eux, on peut tirer plusieurs leçons précieuses du présent séminaire. Ainsi s'est-on accordé à penser que l'analyste doit :

- a) Choisir avec un grand soin ses variables et ne pas introduire en vrac dans l'ordinateur toute une série d'indicateurs de besoins en espérant que ce dernier les triera (Bahl).
- b) Etre conscient de ce qu'implique le recours à des "variables polyvalentes" (Jackman) touchant à plusieurs besoins socio-économiques, lorsqu'il ne dispose pas d'informations statistiques concernant des indicateurs portant plus spécifiquement sur des formes particulières de besoins.
- c) Peser soigneusement les possibilités d'explication des besoins de dépenses à travers les différents services, afin que l'équation globale soit bâtie sur des données ventilées.
- d) Etudier les incidences possibles de la taille de la collectivité sur les besoins en dépenses (Gerhardsen et Hansen).
- e) Examiner les conséquences de l'inclusion de variables politiques pour éviter l'erreur systématique due aux variables omises (Mouritzen et Skovsgaard).
- f) Décider si le revenu par habitant est un indicateur de besoins, dans la mesure où plus les revenus sont élevés, plus fortes sont les demandes adressées à l'administration centrale pour

- qu'elle affecte des fonds à des services publics locaux (Brosio). Inversement, voir si l'on doit ignorer cet indicateur, comme en Grande-Bretagne - ou le neutraliser, comme au Danemark - l'objectif n'étant pas de redistribuer les revenus en faveur de zones qui ont la possibilité de fournir les services locaux les meilleurs et les plus variés pour une charge fiscale faible.
- g) Admettre que les analyses de régression en matière de dépenses antérieures ne permettent pas de prendre en compte les besoins naissants et prévoient un système de subventions (subventions spécifiques ?) pour répondre à ces besoins.
 - h) Etudier les résidus des équations de régression selon les lignes méthodologiques de la méthode "normalisée" (Moore et Rhodes).

Résumé

Cela dit, le présent volume offre un "menu" extrêmement varié de méthodes nationales d'évaluation des besoins. La méthode de Nathan et Dommel qui donne des indices de cas de détresse aux Etats-Unis est séduisante par sa simplicité et sa clarté apparentes. Prud'homme est prêt à reconnaître les insuffisances du système français. Toutefois, Seiler accorde quelque crédit aux systèmes en vigueur depuis 40 ans en Rhénanie-Westphalie. Hoff présente le système hollandais, dont Moore dit qu'il est "extrêmement approprié", ce que l'on pourrait dire d'autres systèmes : des recherches économétriques sont en cours pour améliorer les méthodes existantes (Bierens et Uhl). Lotz expose le système danois, qui semble plus affiné que d'autres, mais qui mérite encore d'être amélioré. Smith et Jackman présentent le système anglais fondé sur des équations de régression. De tous les systèmes appliqués, c'est le plus élaboré, encore qu'il pourrait sans doute être considérablement amélioré s'il était plus ventilé.

Il faut souligner que les séminaires internationaux ne sont pas des rassemblements évangéliques où tout un chacun se convertit à une idée. Un séminaire est une réussite lorsque ses participants repensent les raisons de leur préférence pour une méthode particulière et qu'ils tirent de l'expérience d'autrui des connaissances qu'ils peuvent incorporer à leur propre méthode pour l'améliorer. Le séminaire a lancé des travaux sur les évaluations des besoins dans des pays aussi différents que l'Italie et la Norvège. Compte tenu du fait que son objectif était d'exposer des problèmes dont tous les pays n'avaient pas encore pris conscience, le séminaire fut un grand succès. Nous pensons que les lecteurs en conviendront.

Gordon Cameron, Université de Glasgow
 Jørgen Lotz, ville de Copenhague
 Août 1979